

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PROTECTION CIVILE ET DES OPÉRATIONS D'AIDE HUMANITAIRE EUROPÉENNES (ECHO)

Publication d'un avis de vacance pour le poste de directeur /directrice «Affaires Générales»

(Administrateurs/administratrices de grade AD 14)

(Article 29, paragraphe 2, du statut)

COM/2022/10421

Présentation

La direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (DG ECHO) a pour mandat global de sauver et de préserver des vies, de prévenir et d'atténuer la souffrance humaine et de préserver l'intégrité et la dignité humaine des populations frappées par des catastrophes naturelles ou d'origine humaine en Europe et dans les pays tiers. Le mandat de la DG ECHO englobe l'assistance humanitaire et la protection civile, qui sont les deux principaux instruments dont l'Union européenne dispose pour garantir une fourniture rapide et efficace de son aide d'urgence en faveur des personnes subissant les conséquences immédiates de catastrophes.

La direction ECHO.E «Affaires générales» est responsable globalement de la coordination politique et de la stratégie de la direction générale, y compris la coopération multilatérale, les relations interinstitutionnelles, la programmation, ainsi que le soutien budgétaire, juridique et informatique nécessaire au bon fonctionnement de l'ensemble de la DG. Elle gère également le réseau opérationnel d'ECHO.

La direction ECHO.E est composée de trois unités.

Poste proposé

Un poste de directeur/directrice dans une direction qui joue un rôle essentiel pour l'ensemble de la direction générale.

Le directeur/la directrice endosse les principales responsabilités suivantes:

- exercer un encadrement fort et efficace afin de garantir le bon fonctionnement de toutes les composantes de la direction;
- concevoir une vision stratégique pour les tâches de la direction, contribuant ainsi à l'élaboration et à la mise en œuvre globales de l'aide humanitaire et de la protection civile;
- garantir une planification budgétaire efficace et une bonne gestion des ressources financières;
- soutenir l'assurance relative à la gestion de la DG par la promotion d'un environnement efficace en matière de contrôle interne et de lutte contre la fraude, le contrôle et le conseil juridiques, ainsi que le suivi des problèmes recensés par les organes chargés de l'audit, des enquêtes et des décharges;
- coordonner les activités des différentes unités au sein de la direction et promouvoir une coordination et des synergies efficaces avec les autres directions de la DG ECHO et avec d'autres directions générales, le cas échéant;

- garantir le développement et la maintenance de systèmes informatiques hautement performants au sein de la DG;
- diriger les activités dans le domaine des aspects juridiques et procéduraux, ainsi que de la gestion des documents.

Les tâches comprennent également des contacts réguliers avec d'autres services de la Commission, ainsi qu'avec d'autres institutions, d'autres donateurs et des organisations internationales. Le directeur/la directrice représentera également la direction générale dans les groupes de coordination de la Commission, principalement le groupe des directeurs des ressources (GDR) et agira en qualité d'ordonnateur subdélégué le cas échéant.

Profil recherché (critères de sélection)

Qualités personnelles (20 %)

- de très bonnes compétences analytiques et conceptuelles ainsi qu'un sens critique aigu dans les domaines politiquement sensibles;
- de solides compétences relationnelles et une excellente aptitude à communiquer et à travailler en réseau, nécessaires pour établir et entretenir des contacts approfondis au sein de la Commission, avec les États membres et avec les partenaires extérieurs et les parties prenantes.

Compétences spécialisées et expérience (40 %)

- une bonne connaissance et expérience de la gestion des ressources financières et une bonne connaissance de la réglementation financière de la Commission et des procédures connexes;
- une bonne connaissance des cycles de programmation de la Commission, de l'évaluation, du contrôle interne;
- une bonne connaissance des négociations avec les autorités budgétaires, de la Cour des comptes et de la procédure de décharge;
- une très bonne compréhension des domaines horizontaux relevant de la compétence de la direction, à savoir l'informatique, la gestion des documents et les questions juridiques.

Compétences d'encadrement/de conseil (40 %)

- d'excellentes aptitudes en matière de gestion, en particulier une capacité avérée à diriger, à motiver et à développer de grandes équipes, à fixer des priorités et à prendre des décisions; à gérer le changement et à s'adapter à l'évolution rapide des besoins;
- d'excellentes aptitudes en matière de coordination, y compris avec des partenaires extérieurs à la DG ou à la Commission,
- de solides aptitudes en matière de négociation; une capacité à se concerter de manière efficace et efficiente avec les services de la Commission, les États membres, ainsi qu'avec d'autres institutions, les partenaires extérieurs et les parties prenantes.

Conditions essentielles (critères d'admission)

Seront pris en considération pour la phase de sélection uniquement les candidats qui, **à la date limite de dépôt des candidatures**, satisferont aux critères formels ci-après.

- Nationalité: les candidats doivent être des ressortissants de l'un des États membres de l'Union européenne.
- Titre ou diplôme universitaire: les candidats doivent justifier:
 - soit d'un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme, si la durée normale desdites études est d'au moins 4 années;
 - soit d'un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme et d'une expérience professionnelle pertinente d'au moins 1 an, si la durée normale desdites études est de 3 années ou plus (cette année d'expérience professionnelle ne peut être incluse dans l'expérience professionnelle postuniversitaire requise ci-dessous).
- Expérience professionnelle: les candidats doivent avoir au minimum 15 ans d'expérience postuniversitaire¹ à un niveau correspondant aux qualifications précitées.
- Expérience d'encadrement: au moins 5 années d'expérience professionnelle postuniversitaire doivent avoir été acquises à un poste à haute responsabilité managériale^{2**}.
- Langues: les candidats doivent avoir une connaissance approfondie de l'une des langues officielles de l'Union européenne³ et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues. Des jurys de sélection vérifieront lors de l'entretien ou des entretiens si les candidats satisfont à l'exigence d'une connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle de l'Union européenne. Pour ce faire, ils pourront notamment mener (une partie de) l'entretien dans cette autre langue.
- Limite d'âge: les candidats ne doivent pas encore avoir atteint l'âge normal de la retraite, qui correspond, pour les fonctionnaires de l'Union européenne, au dernier jour du mois durant lequel ils atteignent l'âge de 66 ans [voir article 52, point a), du statut⁴].

Sélection et nomination

La sélection et la nomination se dérouleront conformément aux procédures de sélection et de recrutement de la Commission européenne (voir le document sur la politique concernant le personnel d'encadrement supérieur⁵).

Dans le cadre de cette procédure de sélection, la Commission européenne met en place un jury de présélection. Ce jury examine toutes les candidatures, procède à une première vérification de l'admissibilité et détermine quels candidats répondent le mieux au profil recherché au regard des critères de sélection précités et peuvent être invités à un entretien avec le jury de présélection.

À l'issue de ces entretiens, le jury de présélection établit ses conclusions et propose une liste de candidats à convoquer à un autre entretien avec le comité consultatif des nominations (CCN) de la

¹ L'expérience professionnelle n'est prise en considération que si elle constitue une véritable relation professionnelle définie comme un travail existant et réel, rémunéré, avec un statut de salarié (tout type de contrat) ou de prestataire de services. Les activités professionnelles à temps partiel feront l'objet d'un calcul au prorata, sur la base du pourcentage des heures travaillées à temps plein, attesté par un certificat. Le congé de maternité/congé parental/congé d'adoption n'est pris en considération que s'il s'inscrit dans le cadre d'un contrat de travail. Les doctorats, même non rémunérés, sont assimilés à une expérience professionnelle pour une durée maximale de trois ans, à condition que la formation doctorale ait été achevée avec succès. Une même période ne peut être comptée qu'une seule fois.

^{2**} Dans leur curriculum vitae, les candidats indiqueront clairement, pour toutes les années durant lesquelles ils ont acquis une expérience d'encadrement: 1) le titre et la nature des postes d'encadrement occupés; 2) le nombre de personnes supervisées dans le cadre de ces fonctions; 3) l'importance des budgets gérés; 4) le nombre de niveaux hiérarchiques supérieurs et inférieurs, et 5) le nombre de pairs.

³ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A01958R0001-20130701>

⁴ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A01962R0031-20140701>

⁵ https://commission.europa.eu/jobs-european-commission/job-opportunities/managers-european-commission_en (disponible uniquement en anglais)

Commission européenne. À la lumière des conclusions du jury de présélection, le CCN choisit les candidats qui seront conviés à un entretien.

Les candidats convoqués à un entretien avec le CCN participent à une journée complète d'épreuves visant à évaluer leurs aptitudes d'encadrement, organisées par des consultants en recrutement externes (procédure du «centre d'évaluation»). Sur la base des résultats des entretiens et du rapport du centre d'évaluation, le CCN établit une liste restreinte de candidats qu'il estime aptes à exercer la fonction.

Les candidats figurant sur la liste restreinte du CCN seront invités à un entretien avec le ou les membres de la Commission concernés.

À l'issue de ces entretiens, la Commission européenne prend la décision de nomination.

Le/la candidat(e) retenu(e) doit être en situation régulière au regard de toutes les obligations imposées par la loi en matière de service militaire, offrir les garanties de moralité requises pour l'exercice de ses fonctions et être physiquement apte à exercer ces fonctions.

Le/la candidat(e) retenu(e) devra disposer d'une habilitation de sécurité valide, délivrée par son autorité nationale de sécurité, ou être en mesure d'en obtenir une. Une habilitation de sécurité personnelle est une décision administrative qui intervient à l'issue d'une enquête de sécurité menée par l'autorité nationale de sécurité compétente pour la personne concernée, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur en matière de sécurité nationale, et qui certifie que ladite personne peut être autorisée à accéder à des informations classifiées jusqu'à un niveau donné. [Il convient de noter que la procédure nécessaire pour l'obtention d'une habilitation de sécurité ne peut être engagée qu'à la demande de l'employeur, et non par le/la candidat(e)].

Le/la candidat(e) ne pourra accéder aux informations classifiées de l'UE (ICUE) au niveau CONFIDENTIEL UE/EU CONFIDENTIAL ou à un niveau supérieur, et assister aux réunions durant lesquelles de telles ICUE sont examinées, qu'une fois l'habilitation de sécurité personnelle accordée par l'État membre concerné et la procédure d'habilitation achevée par la note d'information de la direction de la sécurité de la Commission européenne légalement exigée.

Égalité des chances

Conformément à l'article 1^{er} *quinquies* du statut, la Commission européenne poursuit un objectif stratégique consistant à parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes à tous les niveaux de l'encadrement d'ici la fin de son mandat actuel et applique une politique d'égalité des chances encourageant les candidatures susceptibles de contribuer à une plus grande diversité, à l'égalité hommes-femmes et à l'équilibre géographique global.

Conditions d'emploi

La rémunération et les conditions d'emploi sont prévues par le statut.

Le/la candidat(e) retenu(e) sera recruté(e) en tant que fonctionnaire au grade AD 14. Il/elle sera classé(e) à l'échelon 1 ou 2 de ce grade en fonction de la durée de son expérience professionnelle.

L'attention du/de la candidat(e) retenu(e) est attirée sur l'obligation imposée par le statut à tout nouveau membre du personnel d'accomplir avec succès une période probatoire de 9 mois.

Le lieu d'affectation est Bruxelles, Belgique.

Le poste sera vacant à compter du 1^{er} janvier 2023.

Indépendance et déclaration d'intérêt

Avant sa prise de fonctions, le/la candidat(e) retenu(e) sera tenu(e) de présenter une déclaration par laquelle il/elle s'engage à agir en toute indépendance dans l'intérêt général, ainsi qu'une déclaration relative aux intérêts qui pourraient être considérés comme portant atteinte à son indépendance.

Informations importantes pour les candidats

Il est rappelé aux candidats que les travaux des jurys de sélection sont confidentiels. Il est interdit aux candidats d'entrer en contact direct ou indirect avec leurs membres ou à quiconque de le faire en leur nom. Toutes les questions doivent être adressées au secrétariat du jury compétent.

Protection des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil⁶. Cela vaut en particulier pour la confidentialité et la sécurité de ces données.

Procédure de dépôt des candidatures

Avant de présenter votre candidature, vous êtes invité(e) à vérifier soigneusement si vous remplissez tous les critères d'admission («Conditions essentielles»), notamment en ce qui concerne le type de diplôme, l'expérience professionnelle de haut niveau et les capacités linguistiques requises. Tout(e) candidat(e) ne pouvant satisfaire à l'un ou l'autre des critères d'admission se verra automatiquement exclu(e) de la procédure de sélection.

Si vous décidez de postuler, vous devez vous inscrire par l'internet sur le site suivant et suivre les instructions relatives aux différentes étapes de la procédure:

<https://ec.europa.eu/dgs/human-resources/seniormanagementvacancies/>

Vous devez disposer d'une adresse de courrier électronique valide. Celle-ci servira à confirmer votre inscription et à garder le contact avec vous au cours des différentes étapes de la procédure de sélection. Vous êtes dès lors prié(e) de signaler à la Commission européenne toute modification de votre adresse électronique.

Pour procéder à votre inscription, vous devez télécharger un curriculum vitæ au format PDF⁷, de préférence en utilisant le modèle de CV Europass, et rédiger en ligne une lettre de motivation (8 000 caractères au maximum). Votre curriculum vitæ et votre lettre de motivation peuvent être rédigés dans n'importe quelle langue officielle de l'Union européenne.

⁶ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).

⁷ Vous trouverez des informations sur la manière de créer votre CV Europass en ligne à l'adresse suivante:
<https://europa.eu/europass/en/create-europass-cv>

Il est dans votre intérêt de veiller à ce que votre candidature soit exacte, complète et fidèle à la réalité.

À l'issue de la procédure d'inscription en ligne, vous recevrez un courrier électronique confirmant que votre candidature a été enregistrée. **Si vous ne recevez pas de message électronique de confirmation, cela signifie que votre candidature n'a pas été enregistrée!**

Veillez noter qu'il n'est pas possible de suivre en ligne les étapes du traitement de votre candidature. Toute information concernant le statut de votre candidature vous sera communiquée directement par la Commission européenne.

Les candidatures transmises par courrier électronique ne seront pas acceptées. Pour tout renseignement complémentaire et/ou en cas de difficultés techniques, veuillez vous adresser par courrier électronique à:

HR-MANAGEMENT-ONLINE@ec.europa.eu

Il vous incombe de procéder à votre inscription en ligne dans les délais. Il est vivement recommandé de ne pas attendre les derniers jours pour déposer votre candidature, car un encombrement des lignes ou une défaillance de la connexion internet pourraient faire avorter l'opération et vous obliger à la recommencer intégralement. Une fois le délai d'inscription expiré, il ne vous sera plus possible de saisir des données. Les inscriptions tardives ne seront pas acceptées.

Date limite de dépôt des candidatures

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **17 janvier 2023 à 12 h 00 (midi)**, heure de Bruxelles. L'inscription en ligne ne sera plus possible après cette date.